PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

COUACH

Société anonyme à conseil de surveillance et à directoire au capital de 1 000 000 €.
Siège sociale : 51, rue de l'Yser, 33470 Gujan-Mestras.
469 202 485 R.C.S. Bordeaux.
INSEE 469 202 485 000 14

Comptes consolidés semestriels au 31 juillet 2007.

I. — Bilan consolidé.

(En euros).

Actif	Notes	31/07/2007 Net	31/01/2007 Net	30/04/2006 Net
Ecarts d'acquisition et fonds de commerce	3	750 874	745 874	471 466
Immobilisations incorporelles nettes	4	706 594	670 211	830 163
Immobilisations corporelles nettes	5-6	14 918 413	12 182 471	10 649 246
Titres de participation	7	902	902	902
Autres immobilisations financières		578 828	174 966	23 571
Actifs d'impôt différé	8-9	854 932	1 068 117	1 515 430
Total des actifs non courants (I)		17 810 543	14 842 541	13 490 778
Stocks et en-cours nets	10	19 560 427	17 469 429	15 419 232
Créances clients nettes	11	46 310 281	51 466 951	44 276 182
Actifs d'impôt exigible		0	0	1 015 734
Autres actifs courants		4 671 641	4 978 717	2 775 742
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 407 959	2 128 711	1 348 539
Total des actifs courants (II)		72 950 308	76 043 808	64 835 429
Total Actif (I à II)		90 760 851	90 886 349	78 326 207

Passif	Notes	31/07/2007	31/01/2007	30/04/2006
Capital social		1 000 000	1 000 000	1 000 000
Primes liées au capital		35 242	35 242	35 242
Réserves consolidées		17 778 895	13 371 911	13 229 142
Résultat groupe		875 267	4 968 713	247 209
Actions propres		-56 641	-54 504	-52 464
Subvention d'investissement		0		0
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		19 632 763	19 321 362	14 459 129
Intérêts minoritaires	14	4 163	3 066	1 739
Total Capitaux propres de l'ensemble consolidé - Total (I)	13	19 636 926	19 324 428	14 460 868
Provisions - part à long terme	15	312 028	322 180	254 136
Dettes financières à long terme - part à plus d'un an	16	10 668 899	12 511 784	12 856 955
Passifs non courants - Total (II)		10 980 927	12 833 964	13 111 091
Dettes fournisseurs d'exploitation		18 653 584	15 515 932	12 580 651

Provisions - part à moins d'un an		247 373	175 981	242 462
Dettes financières à long terme - part à moins d'un an		4 169 812	4 189 691	3 617 298
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		14 289 876	20 734 458	19 856 235
Passif d'impôt exigible				0
Autres dettes		5 702 320	5 458 138	5 170 638
Crédits à court terme et banques		17 080 033	12 653 757	9 286 964
Passifs courants - Total (III)		60 142 998	58 727 957	50 754 248
Total Passif (I à III)		90 760 851	90 886 349	78 326 207

II. — Résultat consolidé de la période.

(En euros.)

	Notes	31/07/2007 Net	30/04/2006 Net
Produits des activités ordinaires	21	34 411 200	26 742 321
Autres produits		447 362	426 751
Variation des stocks de produits finis et en-cours de production		2 501 418	1 801 933
Matières et marchandises consommées		-16 093 101	-13 482 172
Autres achats et charges externes		-10 865 916	-7 138 142
Impôts, taxes et versements assimilés		-610 294	-531 068
Frais de personnel		-6 571 884	-5 665 949
Amortissements et dépréciations		-1 125 983	-909 489
Autres charges		-120 571	-238 239
Résultat opérationnel		1 972 231	1 005 946
Produits financiers		38 557	9 754
Charges financières		-812 965	-620 259
Résultat avant impôt		1 197 823	395 441
Charge d'impôt sur le résultat		-321 966	-148 232
Résultat de l'exercice		875 857	247 209
Attribuable à la société-mère		875 266	246 630
Attribuable aux intérêts minoritaires		591	579
Résultat net par action (part du groupe)		0,088	0,025

III. — Annexe aux comptes annuels consolidés au 31 juillet 2007.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Note 1. – Principes comptables.

Les états financiers consolidés du Groupe Couach pour la situation semestrielle au 31 juillet 2007 comprennent la société Couach et ses filiales.
La société-mère du groupe Couach est la société Couach SA, cotée à l'Euronext (Paris) sur le marché Eurolist, compartiment C dont l'activité principale est la conception, la fabrication et la vente de yachts de plaisance.
Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

1.1. Référentiel appliqué. — Conformément au règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers sont établis selon les normes IFRS adoptées par l'Union européenne à la date d'approbation de ces états financiers.
Ils sont présentés en euros.

1.2. Règles comptables. — Les états financiers sont présentés en euros et ont été établis selon les principes généraux et hypothèses de base des normes IFRS et sont identiques à ceux utilisés dans le cadre d'une clôture annuelle:
— image fidèle ;
— continuité d'exploitation ;
— indépendance des exercices ;
— méthode de la comptabilité d'engagement ;
— permanence de la présentation.

1.3. Date de clôture. — Il est rappelé que l'Assemblée générale mixte du 30 octobre 2006 a décidé de modifier la date de clôture de l'exercice pour la fixer désormais au 31 janvier de chaque année.
Les états financiers consolidés présentés couvrent une période de 6 mois du 1er février 2007 au 31 juillet 2007.

Note 2. – Périmètre de consolidation.

Les sociétés dans lesquelles le groupe possède un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale qui conduit à :
— intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les comptes des entreprises consolidées ;
— répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires dits « intérêts minoritaires » ;
— éliminer toutes les transactions réciproques significatives et les résultats internes entre la société intégrée globalement et les autres entreprises consolidées (plus-values, profits sur stocks, dividendes).
Les comptes des sociétés consolidées couvrent la période du 1er février au 31 juillet, à l'exception de la période du 20 avril 2007 au 31 juillet 2007 pour la société Conty, qui est entrée dans le périmètre de consolidation au cours de la période.
Les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation du groupe sont reprises dans le tableau suivant et sont toutes consolidées par la méthode de l'intégration globale :

Société	Forme juridique	Siège social	N°RCS	% d'intérêt	% de contrôle
Couach	SA	Gujan Mestras	469 202 485	société consolidante	
Couach Beaulieu	SARL	Beaulieu	782 474 241	99,8%	99,8%
Expobateaux	SARL	Hyères	333 645 885	99,8%	99,8%
IMS	SA	Saint-Mandrier	341 638 153	100%	100%
Conty	SAS	Terrasson	495 375 511	100%	100%

La société SAS Conty, détenue à 100% par la société Couach, a été immatriculée le 20 avril 2007, pour la reprise des actifs et le personnel (17 salariés) de la société Conti Meubles SARL qui était en procédure de liquidation judiciaire, afin d'accroître les capacités internes de production en menuiserie-ébénisterie.
La SARL Chantier Naval de Larros n'est toujours pas consolidée car elle est considérée non significative puisque la société Couach ne détient que 10% de son capital et n'est pas non plus représentée dans les organes de gestion de cette société.

Note 3. – Ecarts d'acquisition et fonds de commerce.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation à la juste valeur des éléments d'actif et de passif de la société acquise constitue un écart d'acquisition.
Le total du poste écart d'acquisition de 519 691 € en valeurs brutes est le suivant :
— COUACH BEAULIEU : 16 212 ;
— EXPOBATEAUX : 76 863 ;
— IMS : 426 616.
L'amortissement des écarts d'acquisition n'est plus autorisé par la norme IFRS 3 portant sur les « regroupements d'entreprises ».
Il n'a donc pas été pratiqué de dotations aux amortissements sur la période et les tests de dépréciation réalisés conformément à la norme IFRS 36 portant sur les dépréciations d'actif n'ont pas conduit à diminuer la valeur des écarts d'acquisition.
Les amortissements des écarts d'acquisition antérieurs ont été maintenus au bilan consolidé pour un total de 48 225 € et se répartissent ainsi :
— COUACH BEAULIEU : 7 160 € ;
— EXPOBATEAUX : 33 948 € ;
— IMS : 7 117 €.
La rubrique fonds de commerce d'un montant de 279 408 € se décompose ainsi :

Guy Couach	190 561 €
Fonds Beaulieu	76 225 €
Droit au bail Beaulieu	7 622 €
Conty	5 000 €

Cette rubrique ne fait pas l'objet d'amortissement ni de dépréciation compte-tenu des tests de dépréciation réalisés.

Note 4. – Immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont composées notamment de logiciels, de concessions (places au port, contrats d'amodiation).
Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'utilisations sont les suivantes :
— logiciels : 1 à 2 ans ;
— concessions, places au port : 1, 2, 5, 20, 23, 28 ans ;

Rubriques (valeurs brutes)	Ouverture 31/01/2007	Acquisitions	Cessions Diminutions	Clôture 31/07/2007

Frais Financement Lease-back	38 112			38 112
Concessions	1 016 608	72 976		1 089 583
Autres immobilisations incorporelles	101 472			101 472
Immobilisations en cours	47 247			47 247
Avances et acomptes	0			
Total	1 203 439	72 976		1 276 414

Amortissements	Ouverture 31/01/2007	Dotations	Reprises	Clôture 31/07/2007
Frais Financement Lease-back	38 112			38 112
Concessions	494 970	26 537		521 507
Fonds commercial	0			0
Autres immobilisations incorporelles	147	10 147		10 294
Immobilisations en cours	0			0
Avances et acomptes	0			0
Total	533 229	36 684		569 913

Note 5. – Immobilisations corporelles.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'utilisations sont les suivantes :

Aménagements, agencements constructions	10 ans
Constructions	20 ans
Matériel et outillage industriel (dont moules)	5 et 10 ans
Autres immobilisations corporelles	5 ans

Conformément à la norme IFRS 16, la méthode des composants a été appliquée sur les immeubles à compter du 1er novembre 2005.
La durée d'amortissement, en mode linéaire, des moules de coques a été modifiée de manière rétrospective et a été portée d'une durée de 5 ans à une durée de 10 ans.
Conformément à la norme IFRS 20 portant sur la comptabilisation des subventions publiques liées à des actifs, les subventions publiques reçues pour un montant total brut de 762 245 €, dans le cadre de l'opération de lease-back du 26 novembre 2001, ne peuvent plus figurer dans les capitaux propres et doivent être reclassées en minoration de l'actif correspondant ou en produit constaté d'avance.
Le groupe a opté pour la minoration de l'actif et les subventions publiques ont donc été déduites de la valeur brute du bien à l'ouverture de l'exercice.
La reprise de la subvention réalisée à cette date a été déduite des amortissements pratiqués sur les biens financés.
La reprise de la subvention pratiquée sur la période, à hauteur des amortissements pratiqués sur le bien, vient désormais en diminution de la charge d'amortissement.
Le même traitement a été effectué sur la période pour la subvention publique de 114 864 € perçue par IMS sur la période dans le cadre de la réalisation d'une aire de carénage sur le site dont la première phase des travaux avait déjà été réalisée lors du précédent exercice.

Valeurs brutes	Contrôle ouverture	Subvention Equipement	Acquisitions Vt poste à poste	Cessions Vt poste à poste	Clôture 31/07/2007
Terrains et aménagements de terrains	133 653				133 653
Constructions	5 372 661	-114 864			5 257 797
Installations techniques	14 262 253		128 500		14 390 753
Autres immobilisations corporelles	3 109 977		72 779	5 334	3 177 422
Immobilisations en cours	2 902 854		3 656 506		6 559 360
Avances et acomptes					
Total	25 781 398	-114 864	3 857 785	5 334	29 518 985

Amortissements	Contrôle ouverture	Dotations	Reprises	Clôture 31/07/2007
Terrains	115 427	573		116 000
Constructions (1)	2 305 512	134 737		2 440 249
Installations techniques (1)	9 802 670	721 595		10 524 265

Autres immobilisations corporelles (1)	1 376 220	143 013	5 334	1 513 899
Immobilisations en cours				0
Avances et acomptes				0
Total	13 599 829	999 888	5 334	14 594 383

Note 6. – Cession bail.

Un lease-back portant sur un terrain, des constructions, du matériel et des agencements a été réalisé, à la valeur nette comptable, entre la société Couach et trois organismes crédits bailleurs en date du 26 novembre 2001.
Ce lease-back entraîne la constatation des éléments suivants à l'actif du bilan consolidé, après retraitement de la subvention publique comme indiqué à la note 5.

Détail du lease-back	Ouverture 01/02/2007	Acquisitions	Cessions	Clôture 31/07/2007
Terrains	7 622			7 622
Constructions	2 099 952			2 099 952
Installations Techniques – matériel industriel	456 899			456 899
Autres immobilisations corporelles	58 482			58 482
Total	2 622 955	0	0	2 622 955

Compte-tenu de la certitude raisonnable quant au transfert de propriété de l'actif chez le preneur du contrat, les éléments d'actif sont amortis sur la durée d'utilité et non sur la durée du contrat de location financement (12 ans).
Une décomposition par composants a été effectuée pour distinguer les différents éléments constitutifs des constructions (igt, toiture, agencements, structure).

Note 7. – Titres de participation et immobilisations financières.

Les titres de participation non consolidés de 902 € et les créances sur titres de participation de 4 000 € correspondent à la participation de 10% dans la SARL Chantier Naval de Larros.
Une avance de 350 000 € a été effectuée en fin d'exercice dans le cadre de la constitution de la société Clyde, non encore réalisée au 31 juillet 2007.

Note 8. – Impôt exigible et impôt différé.

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et les impôts différés des sociétés consolidées.
Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables.
En application de la norme IFRS 12, « impôts sur le résultat », tous les actifs et passifs d'impôt différé doivent être classés en éléments non courants et présentés sur une ligne distincte du bilan consolidé.
Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que le groupe Couach disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ces actifs pourront être imputés.
Les actifs et passifs d'impôt différé sont calculés en utilisant les taux d'impôt votés et qui seront en vigueur au moment du renversement des différences temporelles.
Le taux de 34,43% a été utilisé dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels.
La composition des impôts différés, en valeur, se répartit ainsi :
— activation de déficit et de reports déficitaires pour 294 390 € ;
— décalages temporaires pour 560 542 €.
La charge d'impôt au compte de résultat se compose des éléments suivants :
— Impôt exigible : 185 547 € ;
— Impôt différé : 213 184 € ;
— Crédit impôt recherche à déduire de : 76 766 €.

Note 9. – Preuve d'impôt.

Résultat consolidé avant impôt	1 197 753
Charges non déductibles	
Correction ouverture	16 568
Retraitement subvention	1 423
Déficit Beaulieu non activé	15 048
Produits non imposables	
Lease-back	-30 609

Résultat fiscal consolidé théorique	1 200 183
Charge d'impôt théorique à 34,43%	413 223
Décalages permanents	-196
Application taux 33,33% comptes sociaux	-14 296
CIR	-76 766
Charge d'impôt effective	321 965

Note 10. – Stocks.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont évalués au coût d'achat.
Les stocks de marchandises correspondent aux bateaux d'occasion.
Les en-cours de production correspondent au coût de production de bateaux ne faisant pas encore l'objet de commandes.
Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle.

Note 11. – Créances.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et ne font pas l'objet d'actualisation compte tenu de leur échéance inférieure à un an.
La dépréciation des créances est appréciée au cas par cas en fonction des difficultés de recouvrement.
La société COUACH a maintenu sa méthode de comptabilisation des produits à l'avancement. La méthode utilisée est basée sur la comparaison des heures de fabrication et de la matière consommée par rapport à un budget prévisionnel en heures et en matières. Le ratio obtenu détermine l'avancement de la fabrication et s'applique au prix de vente du bateau.
Le montant des produits constatés à l'avancement s'élève à 38 819 410 € au 31 juillet 2007 et est inclus dans le poste « clients et comptes rattachés ».

Note 12. – Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Rubriques	Ouverture 31/01/2007	Clôture 31/07/2007
Valeurs mobilières de placement	1 286 122	1 313 505
Disponibilités	842 588	1 094 452
Total	2 128 710	2 407 957

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées de Sicav monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable.
Elles sont enregistrées à leur valeur d'achat et sont éventuellement dépréciées lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Note 13. – Variation des capitaux propres.

La variation des capitaux propres sur la période est détaillée dans le tableau suivant :

	Capital	Primes RL	Réserves consolidées	Résultat	Actions propres	Total
Ouverture 31 janvier 2007	1 000 000	135 242	13 273 651	4 970 039	-54 504	19 324 428
Repartition résultat n-1			4 970 039	-4 970 039		0
Distribution société mère			-620 000			-620 000
Actions propres					56 641	56 641
Correction ouverture				-16 568		-16 568
Résultat de l'exercice				892 426		892 426
Clôture 31 juillet 2007	1 000 000	135 242	17 623 690	875 858	2 137	19 636 927

Note 14. – Intérêts minoritaires.

Intérêts hors groupe : 4 163 ;
Résultat hors groupe : 591.

Note 15. – Provisions pour risques et charges.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées en fonction des risques ou des charges encourues par le groupe.
La variation des provisions pour risques et charges est reprise dans le tableau suivant :

Nature des provisions	Ouverture 31/01/2007	Dotations	Reprises	Clôture 31/07/2007
Provisions pour risques				
Litiges	54 573			54 573
Pertes de change	2 126	2 272	2 126	2 272
Autres provisions	119 284	71 244		190 528
	175 983	73 516	2 126	247 373
Provisions pour charges				
Provisions pour retraites	322 180		10 152	312 028
Provisions pour impôts	0			0
	322 180	0	10 152	312 028
Total général	498 163	73 516	12 278	559 401

Pour le calcul de la provision pour indemnité de départ en retraite, les hypothèses suivantes ont été retenues :
— la retraite est prise à 65 ans ;
— l'indemnité théorique est calculée, charges sociales incluses, en fonction de la convention collective applicable à l'entreprise ;
— la probabilité de présence dans l'entreprise jusqu'au départ à la retraite est estimée en tenant compte de l'âge et de l'ancienneté.
Il a été doté au 31 janvier 2007 une provision pour risque de non utilisation du déficit fiscal d'Oceanos valorisé en impôt différé actif, à hauteur de 50% du montant, ce qui représente une dotation de 66 284 €. Cette provision est maintenue au 31 juillet 2007, en l'absence de nouvel élément sur le dossier

Note 16. – Dettes financières.

Les emprunts et concours bancaires auprès des établissements de crédit et l'endettement lié au lease-back sont repris dans le tableau suivant en fonction de leur échéance de remboursement.

Échéance des dettes financières	Valeur brute	< 1 an	1 à 5 ans	> 5ans
Dettes financières bancaires à long terme	13 678 110	4 014 325	9 480 250	183 535
Emprunts liés au lease-back	1 160 602	155 487	761 641	243 474
Crédits à court terme et banques	17 080 033	17 080 033		
Total général	31 918 744	21 249 845	10 241 891	427 009

Note 17. – Personnel.

L'effectif des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation est repris, par catégories, ci-dessous :

Catégories de personnel (chiffres comprenant les intérimaires)	Effectif
Cadres	35
Etam	51
Ouvriers	301
Total	387

Le groupe Couach n'a pas accordé d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi au sens de la norme IFRS 19.

Note 18. – Engagements donnes et reçus et dettes garanties par des sûretés réelles.

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	0
Avals et cautions	0
Engagements en matière de pensions	0
Engagements de reprise de bateaux d'occasion s/bateaux neufs commandés	4 870 000
Autres engagements donnés :	
Départ retraite (âge de départ à le retraite retenu est de 65 ans)	282 957
Droit Individuel de Formation (D.I.F.) : 11 615 heures.	

Total 1	5 152 957

Engagements reçus	
Cautions	2 016 854
Montant des créances garanties	0
Commandes avec engagements de reprise de bateaux d'occasion	14 091 900
Total 2	16 108 754

Dettes garanties par des sûretés réelles : (Décret 83-1020 du 29/11/1983-article 24-8) :

Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 556 338
Emprunts et dettes financières divers	0
Total	14 556 338

Note 19. – Rémunération des dirigeants.

Rémunération des organes d'administration : Néant ;
Rémunération des organes du directoire et du conseil de surveillance : 147 155 €.

Note 20. – Tableau de flux de trésorerie.

	31/07/2007	**31/01/2007**
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	875 857	4 970 039
Elimination des charges/produits sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissements et provisions	725 814	2 351 810
Variation des impôts différés		
Plus-values de cession nettes d'impôt	0	0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 601 671	7 321 849
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
Variation des stocks	-1 709 731	-5 912 281
Variation des en-cours	-121 267	11 337
Variation des clients	-451 220	295 707
Variation des fournisseurs	2 415 016	908 917
Variation des autres débiteurs	462 473	-859 214
Variation des autres créditeurs	-154 398	-258 857
Variation des comptes courants	-200 000	-152 090
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 842 544	1 355 368
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations	-4 013 268	-4 793 177
Cessions d'immobilisations nettes d'impôt	0	0
Incidence des variations de périmètre	0	142 770
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 013 268	-4 650 407
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	0	-600 000
Souscriptions d'emprunt	0	10 748 669
Subventions reçues	114 864	0
Participation des salariés	-236 525	-621 110

Remboursements d'emprunt	-1 827 082	-4 427 581
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 948 743	5 099 978
Variation de la trésorerie	-4 119 467	1 804 939
Trésorerie d'ouverture	-1 800 176	-3 605 115
Trésorerie de clôture	-5 919 643	-1 800 176
Variation de la trésorerie	-4 119 467	1 804 939

Les concours bancaires, à court terme et renouvelables par billets à ordre, destinés au financement du BFR, sont positionnés dans les flux de trésorerie liés aux opérations de financement.
Ils figurent dans les « crédits à court terme et banques » au passif du bilan et dans la note 16 de la présente annexe.

Note 21. – Produits des activités ordinaires.

Le détail des produits des activités ordinaires est repris dans le tableau suivant :

	31/07/2007	30/04/2006	Variation en valeur	Variation en %
Production de bateaux neufs	24 607 407	16 928 958	7 678 449	45,36%
Ventes de services (1)	9 803 793	9 813 363	-9 570	-0,10%
Total	34 411 200	26 742 321	7 668 879	28,68%

IV. — Rapport semestriel d'activité

1. – Les chiffres clés du semestre commentés.

Le chiffre d'affaires passe de 26 742 K€ (1er semestre 2005/2007) à 34 411 K€ (1er semestre 2007/2008) soit une augmentation de 28,7%.
Le résultat d'exploitation passe de 1 006 K€ (1er semestre 2005/2007) à 1 972 K€ (1er semestre 2007/2008) soit un doublement de la marge opérationnelle.
Enfin, le résultat net ressort à 875 K€ (1er semestre 07/08) contre 247 K€ (1er semestre 05/07) en progression de 260%. Il représente donc 2,6% du chiffre d'affaires contre 0,9% l'exercice précédent.
La comparaison avec les trimestres T2 et T3 de l'exercice précédent, calés sur les dates de ce premier semestre nous amène au même pourcentage de progression et de performances.
La stratégie vers la production de yachts de grande taille est opérationnelle puisque 90% du carnet de commandes est constituée de bateaux de plus de 30 mètres.

2. – Description générale de la situation financière et des résultats de l'émetteur et de ses filiales pendant le semestre.

Le premier semestre de cet exercice a été marqué par :
— le développement du tout nouveau modèle 3 700 fly, dont la première unité a été livrée début juillet ;
— le développement du nouveau modèle 3 000 fly remplaçant ;
— l'acquisition de la société CONTY, menuiserie industrielle, basée à Terrasson qui réalise d'ores et déjà des meubles de yachts pour l'usine de Gujan Mestras ;
— le démarrage de la sous-traitance en Italie avec la construction de deux yachts à fly de 20 m et d'un yacht open de 21m ;
— une activité de services très soutenue chez IMS ;
— une augmentation de 30% du carnet de commandes ;
— la réorganisation du service commercial et les premiers développements internationaux du réseau d'agents ;
— la réalisation des outillages de coque du 5 000 fly.
La bonne tenue du marché de la plaisance globalement et plus particulièrement la demande croissante de grands yachts permet de confirmer les perspectives de croissance et de rentabilité.

3. – Explication des opérations et évènements importants du semestre et de leur incidence sur la situation de l'émetteur et de ses filiales.

Aucun élément significatif, pouvant avoir une influence sensible sur le cours, n'est survenu pendant le semestre.

4. – Description des principaux risques.

— Risques de change : l'ensemble des contrats est libellé en euros.
— Risques de taux : les emprunts sont essentiellement négociés à taux fixe.
— Risques d'exigibilité des dettes financières : bien qu'accordés sur des périodes de moyen terme, les « financements dédiés » deviennent exigibles lors de l'encaissement des sommes issues de la réalisation des actifs concernés (commercialisation des unités d'occasion par exemple).
— Risques liés au cours de bourse : une provision pour dépréciation des titres détenus en auto-contrôle peut éventuellement être constituée dès lors que le cours moyen du dernier mois s'avère inférieur au coût moyen unitaire pondéré.
— Risques juridiques : en matière de plaisance, COUACH n'est soumis à aucun agrément ou aucune obligation juridique particulière.
— Risques d'assurance : la société dispose de l'ensemble des contrats nécessaires à la couverture des risques induits par son activité.

— Autres risques particuliers : il n'existe pas à la connaissance de la société d'autres risques susceptibles d'avoir une incidence significative sur sa situation.

5. – Evolution prévisible.

Le second semestre confirmera le développement de l'activité production avec l'effet de la production des grands yachts, l'utilisation progressive des nouveaux bâtiments et des fabrications des yachts Couach construits en Italie.
Le développement du 5 000 fly prend une place importante dans notre activité R&D et prototype.
L'augmentation de capacité du site de Gujan Mestras va être assurée par la construction des nouveaux bâtiments liés au 5 000 fly qui seront livrés dès le second semestre 2007.

6. – Principales transactions entre parties liées.

— S.A.V. des bateaux livrés avec I.M.S.
— Commission sur vente de bateaux neufs et occasion avec les agences de Beaulieu et de Hyères,
— Sous-traitance de fabrication de meubles avec la société CONTY.

V. — Rapport d'examen limité des comptes semestriels consolidés.

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaire aux comptes de la société Couach, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés du groupe COUACH, couvrant la période du 1er février au 31 juillet 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.
Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.
Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de la période du 1er février au 31 juillet 2007, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cette période.

Bordeaux, le 29 septembre 2007.

Les commissaires aux comptes :

MC2 Associés : Jean Piechaud.

Cabinet d'Audit Fondevila et Associés : Patrick Fondevila.

0718402